

Réunion du Conseil Communautaire 21.02.2008 / ECHEVANNES

Compte-rendu

Liste des présents :

Présents : MM. BAUDRY. LASSERTEUX. CUENIN. BOIRIN. STAIGER. CHAUTEMPS. MAILLOT. GAUDE. GASNIER. COLLET. BECOURT. LAVEVRE. ROBIN. BALLAND. VERNET. BAUMANN. LAVIER. MOROT. GRADELET. MARTIN. VERGER. VIARDOT. Mme MARTINEZ
Suppléants : Mmes CORMILLOT. LETOUZEY. LEHMANN.
MM. DESCHAMPS. DAUBARD. MORTIER.

Personnes excusées :

MM. MOYEMONT. MIELLE. THIBAUT.
LEON. VIGNET. BORECKI. BEZIAN.
MONOT.
M. BOURGOIN. (pouvoir à M.
CHAUTEMPS)
M. BAUJARD. (pouvoir à M. MAILLOT)
M. CHAUVET. (pouvoir à M. VERGER)
M. LUYT. (pouvoir à M. GRADELET)

Personnes absentes :

MM. Mme JEAUGEY

Rédaction : Véronique GOUDET, le 04.03.2008

Validation : Michel MAILLOT, le 19.03.2008

Diffusion : Délégués communautaires

13 communes, ensemble, dans l'action...

Parc d'activités du Seuil de Bourgogne – Til-Châtel – Relais petite enfance – Tourisme – Espaces jeunes – Voirie intercommunale – Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) – Service public d'assainissement non collectif (SPANC) – Les Halles d'Is-sur-Tille – Balayeuse intercommunale – Structure multi accueil – Enfance/Jeunesse – Portage de repas à domicile pour personnes âgées – Ecole de musique de la Covati – Accueils péri et extrascolaires

1/ APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA DERNIERE REUNION

Le compte rendu de la réunion du 9 janvier 2008 est adopté à l'unanimité.

2/ VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2008

M. MAILLOT rappelle les options prises lors du débat d'orientations budgétaires et indique que le budget a été préparé avec une augmentation des taux d'imposition de 5 % après débat en réunion de bureau.

Les montants budgétaires proposés sont les suivants :

La section de fonctionnement s'équilibre à 2 488 120 € (2 456 484 € en 2007)

La section d'investissement s'équilibre à 2 659 434 € (1 243 887 € en 2007)

Pour équilibrer le budget, il est nécessaire de prévoir un emprunt de 500 000 € pour cette année. Le bureau a prévu une augmentation des taux de 5 %.

Vincent LAVIER lance le débat sur une éventuelle augmentation de 10 % des taux d'imposition, ce qui permettrait de minimiser l'emprunt prévu.

Après vote : 29 voix pour et 4 votes contre (MM. Boirin, Daubard, Viardot, Lasserteux) il est décidé que le budget sera modifié en conséquence.

Vote du budget : pour 27, contre 4 (MM. Boirin, Viardot, Lasserteux, Chauvet – par procuration), abstentions : 2 (MM. Cuenin et Martin)

3/ VOTE DES BUDGETS ANNEXES 2008

➤Ecole de musique :

Budget prévisionnel de 179 270 €

Evolution de la participation des 3 collectivités			
	BP 2007	Réalisé 2007	Prévisionnel 2008
COVATI	71 202 €	75 306 €	72 659 €
CC de Selongey	20 544 €	20 287 €	16 183 €
Sivom de Grancey le Chateau	4 904 e	5 057 €	4 578 €
TOTAL	96 650 €	100 650 €	93 420 €

➤Parc d'Activités du Seuil de Bourgogne – Til-Châtel

Le budget 2008 a été reconduit comme en 2007. Il sera réajusté en cours d'année en fonction de l'avancement du dossier.

Les montants sont les suivants :

		TOTAL	Opérations réelles	Opérations d'ordre
Fonctionnement	Dépenses	1 402 339	736 703	665 636
	Recettes	1 402 339	498 772	903 567
Investissement	Dépenses	903 567	-----	903 567
	Recettes	903 567	237 931	665 636

➤Immeuble trésorerie

Les loyers versés par le Trésor Public compensent les annuités de l'emprunt contracté pour la réhabilitation des locaux.

Les montants proposés sont les suivants :

- section de fonctionnement : 11 739 €
- section d'investissement : 7 007 €

➤ Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Il s'agit uniquement d'un budget de fonctionnement :

- Dépenses :	46 150 €
- Recettes :	46 150 €

Ces budgets ont été votés globalement avec le budget principal.

4/ VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2008

délibération 3/2008

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
Par 29 voix pour et 4 voix contre,

FIXE comme suit les taux d'imposition pour l'année 2008 :

		Rappel taux 2007
➤ Taxe d'habitation :	1.46 %	1.33 %
➤ Taxe foncière propriétés bâties :	3.10 %	2.82 %
➤ Taxe foncière propriétés non bâties :	6.35 %	5.77 %
➤ Taxe professionnelle :	2.24 %	2.04 %

5/ VOTE DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

délibération 4/2008

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
A L'UNANIMITE

FIXE comme suit la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour chaque zone pour l'année 2008 :
soit une diminution des taux de l'ordre de 5%

		Taux 2007
➤ Zone 1 :	11.61 %	12.22 %
➤ Zone 2 :	9.98 %	10.49 %
➤ Zone 3 :	8.68 %	9.12 %

6/ AMORTISSEMENT SUBVENTION D'EQUIPEMENT PERSONNES DE DROIT PRIVE

Délibération 5/2008

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité,

DECIDE de fixer la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat à 5 ans.

7/ AVENANT CONTRAT EMMANUELLE MAIRE

Délibération 6/2008

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 novembre 2006 créant l'emploi,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité,

DECIDE de renouveler le contrat en date du 5 février 2007 acte déposé en préfecture le 23 février 2007 pour une durée de 3 ans.

DIT que l'agent percevra une rémunération correspondant à l'IB 485 IM 420 à compter du 1^{er} mars 2008.

DIT que les crédits sont prévus au budget 2008

AUTORISE le Président à signer le contrat correspondant.

8/ CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE 2^{ème} CLASSE

Délibération 7/2008

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité,

DECIDE la création à compter du 1^{er} mars 2008 d'un emploi permanent d'adjoint technique 2^e classe non titulaire à temps non complet.

Ce poste est créé conformément à l'article 3 – alinéa 6 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

La durée hebdomadaire de cet emploi est fixée à 4 heures.

L'agent percevra une rémunération correspondant à l'IB 281 IM 283 (1^{er} échelon de la grille indiciaire des adjoints technique 2^e classe).

L'agent exercera les fonctions d'agent technique dans les locaux utilisés par l'école de musique.

DIT que les crédits sont inscrits au budget 2008.

AUTORISE le Président à signer le contrat correspondant ainsi que tout avenant éventuel.

9/ COMPETENCE ASSAINISSEMENT : ETUDE A LA PARCELLE

Délibération 8/2008 : choix du prestataire et demande de subventions

La COVATI juge incontournable la réalisation d'une étude particulière dite « étude de conception à la parcelle » pour tout projet de conception ou de réhabilitation d'une filière de traitement des eaux usées pour les assainissements individuels.

Le cahier des charges avait pour objectif de définir à minima les bonnes pratiques sur le terrain, mais également le contenu technique du rapport remis en fin d'étude au maître d'ouvrage ainsi que des détails de la mission de maîtrise d'œuvre d'exécution depuis la consultation des entreprises jusqu'à la réception des ouvrages.

Le service sera assuré dans les limites du territoire de la Communauté de communes des Vallées de la Tille et de l'Ignon (COVATI) pour les communes adhérentes à la compétence assainissement non collectif et ayant délibéré pour réaliser l'étude de conception à la parcelle à savoir 8 communes : **AVELANGES, CRECEY-SUR-TILLE, MOLOY, PICHANGES, POISEUL-LES-SAULX, TARSUL, VERNOT, VILLEY-SUR-TILLE.**

Le marché global se décompose en une tranche ferme et deux tranches conditionnelles :

► TRANCHE FERME

Le titulaire devra réaliser l'étude à la parcelle de 410 habitations sans assainissement collectif réparties comme suit :

Commune	Nombre d'installations
Avelanges	18
Crecey-sur-Tille	70
Moloy	120
Pichanges	1
Poiseul-les-Saulx	45
Tarsul	107
Vernot	43
Villey-sur-Tille	3

Total au 01/12/2007 : 407 arrondi à 410 pour tenir compte d'oublis éventuels.

NB : les logements vacants ne sont pas pris en compte.

► TRANCHE CONDITIONNELLE N° 1

Réalisation d'études à la parcelle individuelles demandées au cas par cas par les propriétaires demandeurs d'un dispositif d'ANC sur le territoire des 21 communes de la COVATI, adhérentes à la compétence assainissement non collectif (SPANC), à savoir : AVELANGES, CHAIGNAY, COURTIVRON, CRECEY-SUR-TILLE, DIENAY, ECHEVANNES, GEMEAUX, IS-SUR-TILLE, LUX, MARCILLY-SUR-TILLE, MAREY-SUR-TILLE, MOLOY, PICHANGES, POISEUL-LES-SAULX, SAULX-LE-DUC, SPOY, TARSUL, TILCHATEL, VERNOT, VILLECOMTE, VILLEY-SUR-TILLE.

Soit un estimatif de 20 unités/ an. Cette valeur n'étant donnée qu'à titre indicatif.

► TRANCHE CONDITIONNELLE N° 2

Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation d'ANC des 8 communes ayant réalisé l'étude à la parcelle et désirant réhabiliter (290 installations environ).

DATE D'APPLICATION ET DUREE :

Le marché sera notifié au plus tard au 3 mars 2008.

La tranche ferme pour la réalisation des études à la parcelle des 8 communes citées à l'article 1, débutera le 3 mars 2008 et se terminera le 31 décembre 2008.

La tranche conditionnelle 1 pour la réalisation d'études à la parcelle individuelles, demandées au cas par cas par les propriétaires demandeurs d'un dispositif d'ANC, débutera le 03 mars 2008 et s'étalera sur 4 années.

La tranche conditionnelle 2 pour la réalisation de la maîtrise d'œuvre de réhabilitation de certains dispositifs d'ANC des 8 communes citées précédemment pourra débuter fin 2008 et s'étaler sur plusieurs années en fonction des délibérations prises par les conseils municipaux des communes concernées et l'accord du Conseil communautaire de la COVATI.

Vu, la délibération du Conseil Communautaire de la Covati du 27 novembre 2007 permettant le lancement de l'appel d'offres pour les études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif.

Vu l'avis de Commission d'appel d'offres de la Covati réunie le 07 février 2008 afin d'examiner les offres relatives à études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité,

RETIENT la **Société SAUNIER ET ASSOCIES** pour un montant total de **140 199,50 € HT soit 167 678,60 € TTC** pour mener la mission d'études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif.

Ce montant se décompose comme suit :

	Tranche ferme	Tranche conditionnelle 1	Tranche conditionnelle 2	TOTAL
Montant €HT	81 700,00	18 900,00	39 599,50	140 199,50
TVA 19,6 %	16 013,20	3 704,40	7 761,50	27 479,10
Montant €TTC	97 713,20	22 604,40	47 361,00	167 678,60

AUTORISE le Président à signer tous les documents relatifs à la passation de ce marché.

AUTORISE Le Président à signer toutes pièces nécessaires à la bonne administration de cette affaire

AUTORISE le Président à demander toutes subventions correspondant à cette affaire

PRECISE que l'exécution de la tranche conditionnelle n°2 est subordonnée à une délibération préalable des communes concernées et du Conseil Communautaire de la Covati.

Délibération 9/2008 : convention de financement avec les communes

Le Vice-président de la Covati présente le projet de Convention relative au financement des études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif. Cette Convention a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de l'opération.

Les vingt et une communes d'AVELANGES, CHAIGNAY, COURTIVRON, CRECEY-SUR-TILLE, DIENAY, ECHEVANNES, GEMEAUX, IS-SUR-TILLE, LUX, MARCILLY-SUR-TILLE, MAREY-SUR-TILLE, MOLOY, PICHANGES, POISEUL-LES-SAULX, SAULX-LE-DUC, SPOY, TARSUL, TILCHATEL, VERNOT, VILLECOMTE, VILLEY-SUR-TILLE sont membres de la Covati et font partie du SPANC (Service public d'assainissement non collectif),

Les huit communes d'AVELANGES, CRECEY-SUR-TILLE, MOLOY, PICHANGES, POISEUL-LES-SAULX, TARSUL, VERNOT, VILLEY-SUR-TILLE ont déjà délibéré pour réaliser l'étude de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif (ANC) sur leur territoire,

La Covati intervient au titre de sa compétence « Assainissement » définie au sein de ses statuts (Art. 5.13), afin de procéder aux études de conception à la parcelle des installations d'ANC,

La Covati, par délibération en date du 21 février 2008 a souhaité confier cette prestation d'étude de conception à la parcelle des installations d'ANC à un prestataire privé dans le cadre d'un marché public obéissant à la réglementation en vigueur.

Ce marché se décompose en tranches :

✓ **TRANCHE FERME :**

Le prestataire de la Covati devra réaliser l'étude à la parcelle de 410 habitations sans assainissement collectif réparties comme suit :

Commune	Nombre d'installations
Avelanges	18
Crecey-sur-Tille	70
Moloy	120
Pichanges	1

Commune	Nombre d'installations
Poiseul-les-Saulx	45
Tarsul	107
Vernot	43
Villey-sur-Tille	3

Total au 01/12/2007 : 407 arrondi à 410 pour tenir compte d'oublis éventuels. NB : les logements vacants ne sont pas pris en compte.

✓ **TRANCHE CONDITIONNELLE N° 1 :**

Il s'agit de la réalisation d'études à la parcelle individuelles demandées au cas par cas par les propriétaires demandeurs d'un dispositif d'ANC sur le territoire des 21 communes de la COVATI, adhérentes à la compétence assainissement non collectif (SPANC), à savoir : AVELANGES, CHAIGNAY, COURTIVRON, CRECEY-SUR-TILLE, DIENAY, ECHEVANNES, GEMEAUX, ISSUR-TILLE, LUX, MARCILLY-SUR-TILLE, MAREY-SUR-TILLE, MOLOY, PICHANGES, POISEUL-LES-SAULX, SAULX-LE-DUC, SPOY, TARSUL, TILCHATEL, VERNOT, VILLECOMTE, VILLEY-SUR-TILLE.

Soit un estimatif de 20 unités/ an. Cette valeur n'étant donnée qu'à titre indicatif.

✓ **TRANCHE CONDITIONNELLE N° 2 :**

Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation d'ANC des 8 communes ayant réalisé l'étude à la parcelle et désirant réhabiliter (290 installations environ).

La Covati est Maître d'Ouvrage de l'ensemble des prestations objet du marché public d'études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif.

Ce marché public sera notifié au plus tard au 3 mars 2008.

La tranche ferme pour la réalisation des études à la parcelle des 8 communes citées plus haut débutera le 3 mars 2008 et se terminera le 31 décembre 2008.

La tranche conditionnelle 1 pour la réalisation d'études à la parcelle individuelles, demandées au cas par cas par les propriétaires demandeurs d'un dispositif d'ANC, débutera le 03 mars 2008 et s'étalera sur 4 années.

La tranche conditionnelle 2 pour la réalisation de la maîtrise d'œuvre de réhabilitation de certains dispositifs d'ANC des 8 communes citées précédemment pourra débuter fin 2008 et s'étaler sur plusieurs années en fonction des délibérations prises par les conseils municipaux des communes concernées et l'accord du Conseil communautaire de la COVATI.

La dépense correspondant au coût global de l'opération sera réglée en totalité par la Covati selon le principe suivant :

Tranche ferme : La facturation de la prestation principale comprenant l'étude de conception à la parcelle des 8 communes de la Covati citées à l'article 1, sera envoyée à la Covati à la fin de chaque étude communale et de la remise du rapport d'étude communal complet validé. Un rapport d'étude global sera également remis à la Covati à la fin de la prestation.

Tranche conditionnelle n°1 : La facturation des demandes individuelles, lors de nouvelles conceptions ou réhabilitations, sera envoyée par le titulaire du marché directement au propriétaire demandeur d'un dispositif d'ANC, dès la fin de l'étude et de la remise du rapport d'étude permettant l'instruction du dossier d'autorisation d'ANC.

Tranche conditionnelle n°2 : La facturation de la prestation de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des ANC des 8 communes ayant réalisé l'étude à la parcelle et ayant décidé par délibération de réhabiliter un certain nombre d'ANC, devra être effectuée à la Covati (Facturation pour chaque commune).

Les subventions affectées à cette opération seront perçues en totalité par la Covati. Le montant de ces subventions sera intégré dans la refacturation qui sera effectué à la commune.

Le coût global de l'opération est estimé à **140 199,50 € HT soit 167 678,60 € TTC**. Ce montant se décompose comme suit :

	Tranche ferme	PU	Tranche conditionnelle 1	PU	Tranche conditionnelle 2	PU	TOTAL
Montant €HT	81 700,00	190 €	18 900,00	225 €	39 599,50	136,55 €	140 199,50
TVA 19,6 %	16 013,20		3 704,40		7 761,50		27 479,10
Montant €TTC	97 713,20		22 604,40		47 361,00		167 678,60

La participation financière de la commune sera versée selon le principe suivant :

Pour les prestations objet de la tranche ferme :

La Covati présentera à la Commune un titre de recette correspondant au coût de chaque étude à la parcelle en y retranchant la part des subventions perçues.

Les versements de la commune devront être mandatés dans le délai de paiement en vigueur à réception des titres de recette présenté par la Covati.

Pour les prestations objet de la tranche conditionnelle n°1 :

Sans objet (Facturation directe du prestataire de la Covati au propriétaire concerné).

Pour les prestations objet de la tranche conditionnelle n°2 :

La Covati présentera à la Commune un titre de recette correspondant au coût facturé pour la commune concernée par le prestataire en y retranchant la part des subventions perçues.

Les versements de la commune devront être mandatés dans le délai de paiement en vigueur à réception des titres de recette présenté par la Covati.

La Convention est passée pour la durée de la prestation confiée par la Covati au bureau d'étude titulaire du marché public pour les études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, à l'unanimité,

APPROUVE Les termes de la Convention relative au financement des études de conception à la parcelle des installations d'assainissement non collectif.

AUTORISE le président de la Covati à signer cette Convention avec les communes concernées

PRECISE que toute éventuelle modification ou avenant à cette convention devront faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire de la Covati.

10/ QUESTIONS DIVERSES

➤ Site internet de la COVATI mis en ligne ce jour.

➤ Balayeuse : un rendez vous a eu lieu avec notre avocat qui rédige un mémoire en réponse aux avocats de la société Mathieu Yno

Il est demandé aux maires qui ont fait effectuer en 2007 le balayage des voiries de leur commune par des prestataires privés de fournir à la COVATI copie des factures réglées.

➤ Dotation cantonale 2008 : elle s'élève à 146 510 € pour un montant global de travaux de 1 540 000 €.

La séance est levée vers 22 h 40